



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours-Le-prix-du>

Au fil des jours : Le prix du pétrole

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1980 - N° 774 - janvier 1980 -

Date de mise en ligne : mercredi 17 septembre 2008

Date de parution : janvier 1980

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Nos gouvernants voudraient nous faire croire que, si tout va mal en France, c'est Ã cause du prix du pÃ©trole.
Nous allons donc nous aussi vous parler du pÃ©trole.

« Sur la base 100 en 1974, le coÃ¼t de la tonne de pÃ©trole importÃ©e, vendue en France, fixÃ©e en Francs constants, est passÃ© de l'indice 98 en 1976 Ã l'indice 85 en 1978 (soit une diminution de plus de 13 %) et restait Ã l'indice 94 en avril 1979. »
C'est ce que dÃ©clarait M. Chirac lors de la discussion budgÃ©taire Ã l'AssemblÃ©e Nationale.
Apparemment il n'a pas Ã©tÃ© dÃ©menti...

*

En 1975 et 1976 les taxes prelevÃ©es par l'Etat sur l'essence et le super Ã©taient respectivement de 56 et de 55 %. En 1977 elles Ã©taient passÃ©es Ã 61 et 60 %. Ce qui montre bien qu'il n'y a pas que les producteurs de pÃ©trole qui augmentent leurs prix.

*

Entre l'Etat et les producteurs il y a aussi les compagnies pÃ©trolliÃ©res qui se sucent : pour le premier semestre 1979, le bÃ©nÃ©fice net de la Compagnie FranÃ§aise des PÃ©troles s'Ã©lÃ©ve Ã 2,2 milliards de francs (nouveaux, bien sÃ¼r) alors qu'il n'avait Ã©tÃ© que de 309 millions pour la mÃªme pÃ©riode de 1978. Et ce bilan ne tient pas compte de tout ce qui a Ã©tÃ© stockÃ©.

*

C'est Ã peu prÃ©s partout la mÃªme chose dans le monde occidental : au moment oÃ¹ l'AmÃ©ricain moyen s'aperÃ§oit que le prix du fuel domestique vient de subir une forte hausse par rapport Ã l'an dernier, les grandes compagnies pÃ©trolliÃ©res amÃ©ricaines (les majors, comme on les appelle) annoncent des profits Ã©normes. Entre juillet et septembre 1979 les profits rÃ©alisÃ©s par Exxon sont en hausse de 118 % sur le trimestre correspondant de 1978 ; ils sont de 131 % pour Mobil, de 158 %, pour Texaco, de 191 % pour Standard Oil of Ohio et de 97% pour Gulf Oil. Le prÃ©sident de cette derniÃ©re compagnie a, sans pudeur, dÃ©clarÃ© Ã la tÃ©lÃ©vision amÃ©ricaine que ces profits sont « une bonne nouvelle pour tout le pays ».

MalgrÃ© cela le PrÃ©sident Carter a beaucoup de mal Ã faire accepter par le CongrÃ©s son projet de taxation des superprofits des compagnies pÃ©trolliÃ©res. Ce qui montre bien leur puissance.

*

Toujours aux Etats-Unis, selon le « Wall Street Journal », un rapport confidentiel prÃ©parÃ© par M. A. Kahn, conseiller de Carter sur les problÃ©mes de l'inflation, conclut Ã la responsabilitÃ© d'une « poignÃ©e de compagnies pÃ©trolliÃ©res » dans la hausse importante des prix intÃ©rieurs des produits pÃ©trolliers. Selon ce rapport, les « majors » poussent les prix pÃ©trolliers vers le haut en exerÃ§ant une forte pression sur le marchÃ© mondial.

*

Les pays exportateurs de pétrole font d'ailleurs la même analyse : ils se plaignent des bénéfices abusifs des compagnies pétrolières et y trouvent la justification de nouvelles hausses des prix du brut. En tournant dans le Golfe Persique, le ministre vénézuélien du pétrole a déclaré que la prochaine réunion de l'O.P.E.P. « fixera le pourcentage de la hausse des prix et étudiera le moyen de mettre un terme aux abus des sociétés intermédiaires qui spéculent sur la vente du pétrole ». Il a ajouté : « Ces sociétés réalisent des bénéfices fabuleux en achetant le pétrole à bas prix aux pays, producteurs pour le revendre au double, voire au triple de son prix. »

*

Au fait, ne plaignons pas trop, quand même, le consommateur américain : il ne paie son super qu'environ un franc le litre.

*

Pour payer notre facture pétrolière le Président de la République et ses ministres nous exhortent à développer nos exportations. Ce que nous réussissons assez bien puisque le « Rapport des Comptes de la Nation » pour 1978 montre que la balance commerciale est équilibrée et même en léger excédent (357 milliards de francs à l'exportation contre 355 milliards à l'importation). Il semble qu'il en sera à peu près de même en 1979. Dans ces conditions, comme le fait remarquer L. Lammers dans « Energies » (23-11-79), « Il est faux de continuer à affirmer que la crise ou le stop à la croissance se trouvent dans l'augmentation des prix d'importation puisque la balance commerciale est équilibrée depuis 1975. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que les privilèges accordés à l'exportation pour obtenir cet équilibre sont exorbitants du droit commun économique, et surtout représentent probablement aujourd'hui la source principale de l'inflation. Cela pour trois raisons essentielles : en créant de la monnaie de financement, en favorisant la montée des taux d'intérêt, en réduisant l'offre interne (...) Pour toutes ces raisons, l'exportation dont l'obligation ne saurait certes être contestée, ne doit pas pour autant se transformer en mythe national auquel tout est sacrifié. »